



Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense

DOSSIER

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

PEACE AND SECURITY IN AFRICA

Décembre/December 2013

273

Numéro spécial

Ministère des Affaires étrangères

Direction
de la coopération
de sécurité et de défense

37, quai d'Orsay – 75700 Paris 07 SP
Tél. : 01.43.97.94.24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :

Vice-amiral d'escadre Marin Gillier

Rédacteur en chef :

Commandant Caryl Talma

Contributeurs :

Lieutenant-colonel Jean-Michel Blaudez

Lieutenant-colonel Hilaire Courau

Lieutenant-colonel Tanguy Eon Duval

Guillaume Gonin

Colonel Pierre Marie-Jeanne

Commandant Jacques Masson

Lieutenant-colonel Christian Piot

Lieutenant-colonel Jean-Philippe Plassard

Capitaine Cyril Robinet

Conception graphique :

© Maquette DILA

Impression :

DILA

Crédits photos :

© MAE, Ministère de la Défense, MINUSMA-Blagoje Grujic (couverture, p4), Marine Nationale Frank Seurot (p8), DCPJ (p15), UN Photo Christopher Herwig (p17), PITEA (p17), CBA Damien Cypryk (p20), UN Photo-Staton Winter (p22), Florent Hiver (p23).

Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911

Sommaire

03 ÉDITO

DOSSIER :
PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE
PEACE AND SECURITY IN AFRICA

05 Propos de Monsieur Sada, conseiller spécial pour le sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique

Interview of Olivier Sada, special adviser for the Elysee summit on peace and security in Africa

06 Coopération de défense : de l'action bilatérale à l'approche multilatérale

Defense cooperation: from bilateral actions to multilateral approaches

06 Une coopération structurelle militaire au profit des États africains...

A military structural cooperation benefitting to the African states...

10 ... qui s'inscrit dans une approche multilatérale au profit de l'APSA

... which is consistent with a multilateral approach benefitting to the APSA

12 Une coopération de sécurité pour répondre à des menaces communes

Security cooperation to answer to common threats

11 La coopération bilatérale en matière de sécurité

Bilateral security cooperation

11 Des projets multilatéraux

Multilateral projects

22 Pour une approche vraiment globale : la DCSD et le lien sécurité-développement

For an actual global approach: DCSD and the security-development link

23 La protection civile : une priorité pour assurer le développement

Civil protection: a priority to ensure the development

26 Le SCAD : un outil au service de la sécurité et du développement

Civic service for development aid: a tool for security and development



Le sujet retenu pour ce numéro de *Partenaires Sécurité Défense* : « Paix et sécurité en Afrique » reflète le thème principal du sommet de l'Élysée des 6 et 7 décembre 2013, et l'actualité des grands enjeux sécuritaires qui conditionnent la stabilité et le développement du continent africain.

Les récentes crises au Mali et en Centrafrique ont démontré le souci des États africains de prendre en main la gestion des crises sur leur continent. Les actions de formation et d'expertise conduites par la Direction de Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) du ministère des Affaires étrangères, au profit du renforcement des capacités africaines, sont autant d'efforts engagés par la France pour contribuer à la prévention des conflits et œuvrer à la reconstruction des pays concernés par les crises. Ces efforts ont naturellement vocation à être menés en synergie avec ceux déployés par les organisations internationales, et en premier lieu les Nations unies et l'Union européenne.

Avec ma récente prise de fonction comme Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense, j'ai pris toute la mesure des défis à relever pour renforcer les capacités africaines et faire face à ces menaces transverses qui affectent la stabilité de nombreux pays africains : terrorisme, criminalité transnationale, insécurité maritime, trafics de toutes natures. Ces fléaux impactent l'Afrique et menacent jusqu'à la sécurité des pays européens. À cet égard, nous devons faire face, de manière conjointe, à des enjeux majeurs. Pour répondre à ces défis, la DCSD a notamment mis en place des instruments spécifiques comme les fonds de solidarité prioritaires, à même d'apporter une réponse régionale pour chacune des problématiques transfrontalières (sécurité maritime, trafics de stupéfiants, sécurité aéroportuaire, renforcement des structures administratives et judiciaires).

Pour assurer leur réussite, les projets de coopération menés avec les pays concernés doivent s'inscrire dans la durée et sur la base d'un partenariat incluant des engagements réciproques. Cette approche ne saurait être globale si elle ne reflète pas également le lien entre sécurité et développement. Cette dimension est notamment illustrée par la priorité que nous entendons donner au renforcement des capacités de protection civile ou à la notion de service civique d'aide au développement, qui peuvent notamment favoriser la réinsertion d'anciens combattants.

Initiés par cette direction, ces projets de coopération structurelle sont autant d'exemples de la volonté de nos partenaires africains de poursuivre, avec le soutien de la France, l'effort de consolidation et de stabilisation de leurs outils de défense et de sécurité.

Le Vice-Amiral d'escadre **Marin Gillier**
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense

*The topic chosen for this issue of *Partenaires Sécurité Défense*: "Peace and security in Africa" reflects the main concern of the Elysée Summit on 6 and 7 December, and the current developments of major security issues affecting the stability and development of the African continent.*

The recent crises in Mali and Central African Republic have demonstrated that the African States want to take in hand the management of crises on their continent. Expertise and training programs conducted by the Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD) of the Ministry of Foreign Affairs, dedicated to the strengthening of African capabilities, are part of France's efforts to contribute to the prevention of conflicts and the reconstruction of countries affected by a crisis. These efforts have naturally vocation to be carried out in synergy with those deployed by international organizations, and in the first place the United Nations and the European Union.

Recently appointed as Director of the Cooperation of Security and Defense, I fully measure the challenges to be met in order to strengthen African capacity and face the cross-cutting threats affecting the stability of many African countries : terrorism, transnational crime, maritime piracy, trafficking of all kinds. These scourges affect Africa but also threaten the security of European countries. In this respect, we have to face major issues in a joint approach. To meet these challenges, the DCSD has set up specific instruments, including priority solidarity funds (FSP in French), which are meant to address a regional answer to each cross-border issue (maritime security, drug trafficking, airport safety, strengthening of the administrative and judiciary structures).

To ensure their efficiency, the cooperation projects developed with these countries have to be designed in a long-term approach and within a partnership including mutual commitments. In order to be global, this approach has also to reflect the link between security and development. This is particularly emphasized by the priority that we intend to give to the strengthening of civil protection units (UCP in French) or to the notion of civic service to support Development (SCAD in French), which may in particular facilitate the reintegration of former veterans.

Initiated by this Direction, these structural cooperation projects are examples of the commitment of our African partners who want to continue, with the support of France, the effort of consolidation and stabilization of their defense and security tools.

Le Sommet de l'Élysée sur la Paix et la Sécurité en Afrique qui se tient à Paris les 6 et 7 décembre 2013, est un rendez-vous important proposé par le Président de la République française parce qu'il rassemble de nombreux Chefs d'État et de gouvernements de l'ensemble du continent. Les Nations unies, l'Union européenne et l'Union africaine y sont représentées au plus haut niveau.

Trois thèmes ont été retenus pour ce rendez-vous : Paix et Sécurité en Afrique ; partenariat économique et développement ; changement climatique, dans la perspective du grand rendez-vous international *Paris Climat 2015*. Ces trois thèmes ont fait l'objet d'une large concertation avec nos partenaires pour que les préoccupations de tous soient prises en considération et que le Sommet puisse permettre de faire avancer et de renforcer utilement les partenariats bilatéraux et internationaux sur les sujets qui seront débattus.

Le thème principal débattu porte sur la Paix et la Sécurité en Afrique. Aujourd'hui, les Africains veulent mettre en œuvre « des solutions africaines aux problèmes africains » pour répondre aux défis sécuritaires que le continent doit relever. Ils se sont engagés, en mettant en œuvre plusieurs initiatives au niveau des États, des communautés régionales et de l'Union africaine, à construire un système de sécurité régional pour qu'un meilleur environnement sécuritaire permette de favoriser la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, et le développement économique à l'heure où ils bénéficient d'une forte croissance.

La France, qui souhaite apporter un appui à ces initiatives, a souligné cette approche dans le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale publié en 2013. Dans ce cadre, tous les acteurs civils et militaires français concernés, parmi lesquels la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense du Ministère des Affaires étrangères, se sont mobilisés pour la préparation de ce Sommet, dans le but de mettre en conformité avec cohérence et efficacité leurs actions en Afrique avec les orientations qui seront définies lors de ce rendez-vous.

Mais, concernant la problématique de la Paix et de la Sécurité en Afrique, la France est également active dans le cadre des Nations unies et de l'Union européenne, partenaires majeurs du continent, et fortement engagés dans le renforcement des capacités africaines de sécurité et de défense, ainsi que dans les efforts déployés pour surmonter les crises et les conflits africains, et contribuer à la consolidation d'une paix durable sur le continent.

De nouvelles formes de menaces, qui concernent aussi bien l'Afrique que la France, l'Europe et l'ensemble de la communauté internationale, exigent également une mobilisation accrue de tous et une action commune renforcée, s'appuyant sur des partenariats novateurs et adaptés : la criminalité transnationale et le trafic des drogues, la piraterie maritime, la dissémination des armes et la montée en puissance des groupes terroristes, constituent désormais des aspects importants de la problématique de la Paix et de la Sécurité sur lesquels les Africains et la France se pencheront certainement à l'occasion de ce sommet.

The Elysée Summit on Peace and Security in Africa will be held by the President of the French Republic in Paris on 6 and 7 December 2013. This important event is attended by Heads of State and Government from across the African continent. The United Nations, the European Union and the African Union are also represented at the highest level.

The Summit will address three issues: peace and security in Africa, economic partnership and development, and climate change in preparation for the major international UN Conference on Climate Change in Paris in 2015. We have held broad-based consultations with our partners on these subjects to ensure that everyone's concerns are taken into consideration and that the Summit will usefully take forward and scale up the bilateral and international partnerships in the areas to be discussed.

The main subject for discussion at the Summit is peace and security in Africa. Africans are today seeking "African solutions to African problems" to meet the continent's security challenges. They have embarked on this road with initiatives at national government, regional community and African Union level to build a regional security system for a better security environment. In so doing, they aim to further the consolidation of democracy and the rule of law and to promote economic development driven by the strong growth they are currently posting.

France supports these initiatives, pointing up the importance of this approach in its White Paper on Defence and National Security published in 2013. All the relevant French civilian and military players, including the Ministry of Foreign Affairs Directorate for Security and Defence Cooperation (DCSD), were therefore working on the Summit preparations with the aim of consistently and effectively aligning their actions in Africa with the guidelines defined by the event.

Yet France is also working on peace and security in Africa within the United Nations and the European Union, major partners to the continent which are actively engaged in building African security and defence capacities and in efforts to resolve African crises and conflicts and further the consolidation of lasting peace on the continent.

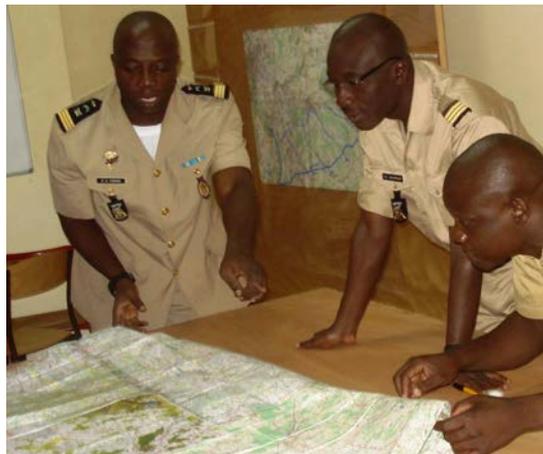
With the emergence of new forms of threats to Africa, France, Europe and the entire international community, we all need to step up our action and work together more closely in targeted innovative partnerships. Transnational crime and drug trafficking, maritime piracy and the proliferation of weapons and the rise of terrorist groups are all important aspects of the peace and security issue today. Africans and France will naturally be addressing these issues at the Summit.

COOPÉRATION DE DÉFENSE : DE L'ACTION BILATÉRALE À L'APPROCHE MULTILATÉRALE

En 2002, la nouvelle Union africaine adopte le protocole de Durban, qui définit une « Architecture africaine de paix et de sécurité » (AAPS ou APSA) fondée sur le principe de « solutions africaines aux problèmes africains ». L'APSA repose sur un bras armé : la Force africaine en attente (FAA). Depuis quelques années, la France avait anticipé et accompagné la naissance de cette politique continentale, notamment en mettant en place, dès 1997, le programme « RECAMP » (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix). Depuis lors, l'approche française de soutien à l'APSA repose sur une double approche combinant multilatéral et bilatéral. L'approche multilatérale, c'est le soutien aux institutions de l'UA et aux communautés régionales chargées de mettre en œuvre la FAA et de déployer des forces africaines dans les zones de crise (élaboration des concepts, organisation des états-majors, préparation d'exercices...). Pour autant, la France considère que les structures de l'APSA n'auront d'efficacité réelle sur le terrain, que si elles mettent en œuvre des unités opérationnelles, issues de contributeurs nationaux, bien préparées. C'est pourquoi la coopération française conserve une approche bilatérale conséquente, dans le but de renforcer les capacités nationales vouées à contribuer à l'APSA.

Une coopération structurelle militaire au profit des États africains ...

La fragilité persistante de nombreux États du continent rend nécessaire un soutien à la structuration et au renforcement des forces de sécurité et de défense, objectif poursuivi par la coopération bilatérale de la France. Il s'agit aussi de contribuer à accroître les capacités des États africains à intervenir, au nom de la paix et sous mandat de l'Union africaine ou des Nations unies, sur des théâtres de crise en Afrique. Pour la France, la stabilisation de l'Afrique revêt un caractère prioritaire.



DEFENCE COOPERATION: FROM BILATERAL ACTION TO A MULTILATERAL APPROACH

In 2002, the new African Union adopted the Durban Protocol defining an African Peace and Security Architecture (APSA) based on the principle of "African solutions to African problems". The mainstay of the APSA is an armed component: the African Standby Force (ASF). France prepared for and assisted with the birth of this continental policy, putting in place the RECAMP (Reinforcement of African Peacekeeping Capacities) programme back in 1997. The French APSA support strategy has since been based on a two-track multilateral and bilateral approach. The multilateral approach supports AU institutions and regional communities in charge of setting up the ASF and deploying African forces in crisis areas (concept development, military staff organisation, preparation of exercises, etc.). Yet France believes that the APSA structures can only be truly effective on the ground if they work with well-prepared operational units provided by national contributors. The French cooperation network has therefore chosen to sustain a sizeable bilateral component in order to build national capacities to underpin the APSA.

Structural military cooperation for the African nations

The continent's many persistently fragile States need support to structure and improve their security and defence forces. This is a bilateral cooperation target for France. This work is also designed to help build the capacities of the African States to take action in crisis theatres in Africa in the name of peace and under an African Union or United Nations mandate. Africa's stabilisation is high on France's agenda.

La coopération militaire bilatérale est fondée sur le principe de l'appropriation, pour les partenaires africains, des instruments et moyens nécessaires pour qu'ils assurent la stabilité de leur propre environnement. Cette coopération vise à apporter aux États des expertises variées visant à renforcer les capacités de leurs forces de défense. Elle s'inscrit dans la durée et vise en priorité la formation des cadres. Elle complète la coopération bilatérale opérationnelle conduite par le ministère de la défense qui œuvre davantage dans les situations d'urgence et est axée sur l'entraînement des unités et les exercices conjoints. La présence de coopérants sur une grande partie du continent constitue à cet effet un levier efficace d'action jusqu'au plus haut niveau des États. Ainsi, aujourd'hui, les coopérants militaires français, en majorité des officiers supérieurs, pilotent des projets dans des domaines variés (réformes structurelles des outils de défense, organisation du commandement, des ressources humaines, de la politique de formation...), à travers des actions de conseil plutôt que sous forme d'aide directe. À ce conseil de haut niveau, il convient d'ajouter les expertises techniques.

La coopération française avec les pays africains est donc fondée sur le principe du partenariat. Chaque projet suivi par les coopérants militaires techniques de la DCSD s'appuie sur une convention signée par la France et le pays hôte. Un objectif commun assorti d'une notion de temps est ainsi fixé par des engagements réciproques souscrits par chacune des parties. Ainsi les deux parties peuvent-elles travailler ensemble en toute transparence pour atteindre un même but en évaluant régulièrement les progrès accomplis.

Bilateral military cooperation is based on the principle that African partners take ownership of the tools and resources they need to secure the stability of their environment for themselves. This cooperation is designed to give governments the full range of expertise to be able to build their defence force capacities. It is a long-term approach with the accent on officer training. It dovetails with the operational bilateral cooperation conducted by the Ministry of Defence, which works more in emergency situations and focuses on training units and joint exercises. To this end, the presence of cooperation volunteers across much of the continent is an effective driver for action through to the highest government level. Today, for example, French military cooperation volunteers, mainly senior officers, steer projects in a host of areas (structural reforms of defence tools and organisation of command, human resources, training policy, etc.), acting as consultants rather than delivering direct aid. Technical expertise is also provided in addition to this high-level consultancy work.

French cooperation with the African countries is hence based on the principle of partnership. Each project handled by DCSD technical military cooperation volunteers is underpinned by an agreement signed by France and the host country. So both parties make mutual commitments, setting a joint goal and timeline for the project. The two parties can then work together in total transparency toward the same goal with regular evaluations of progress made.





Le volume des actions de coopération de sécurité et de défense engagées par la DCSD en Afrique est supérieur à celui réalisé dans le reste du monde. Cet engagement témoigne des liens privilégiés et de l'importance des enjeux. Ainsi, sur plus de 351 coopérants déployés dans le monde, 313 se trouvent dans les pays africains. Annuellement, leur action est appuyée par 70 missions de renforts temporaires. Sur les 65 000 bénéficiaires d'une action de coopération française en 2013, environ 48 000 sont des Africains. L'engagement financier réalisé par la France pour la coopération structurelle avec les pays africains est significatif : 68,25 millions d'euros par an, soit 85 % du budget total de coopération.

De fait, la réussite d'une action de coopération se mesure à la capacité d'appropriation du projet par le pays hôte. C'est le cas de nombreux projets bilatéraux qui sont parvenus à leur terme. Ainsi par exemple, l'École nationale des officiers d'active (ENOA) de Thiès au Sénégal a acquis une autonomie complète en 2009, et l'École d'État-major de Koulikoro au Mali a vu son dernier coopérant français partir en 2010. Ces deux écoles nationales à vocation régionales, soutenues une quinzaine d'années par la France, sont désormais autonomes. Cette action de coopération est d'autant plus réussie lorsqu'elle permet aux partenaires africains d'accueillir des stagiaires en provenance de pays extérieurs à leur continent. C'est le cas notamment de l'École supérieure internationale de guerre de Yaoundé au Cameroun qui reçoit chaque année un officier français et un officier américain.

Les écoles nationales à vocation régionale figurent ainsi au cœur de la double approche « bilatérale – multilatérale » qui caractérise la coopération française : renforcer les capacités nationales, dans un cadre régional. Les stagiaires africains formés en ENVR y apprennent également à se connaître, à travailler ensemble, avec des méthodes communes, facilitant ainsi des collaborations ultérieures dans le cadre d'une force de paix africaine.

The DCSD is engaged in more security and defence cooperation actions in Africa than in the rest of the world put together. This commitment reflects our special bonds with Africa and the importance of the issues concerned. A full 313 of the 351 cooperation volunteers deployed worldwide work in African countries. They receive back-up from 70 temporary support missions assigned on an annual basis. In 2013, 48,000 of the 65,000 beneficiaries of French cooperation actions are African. France's financial commitment to structural cooperation with the African countries stands at a significant €68.25 million per year, representing 85% of the total cooperation budget.

The success of a cooperation action is gauged by the host country's ability to take ownership of the project. And this is the case with many completed bilateral projects. For example, the active officer national school (ENOA) military academy in Thiès, Senegal attained full autonomy in 2009 and the last French cooperation volunteer left the Koulikoro Staff College in Mali in 2010. These two regionally-oriented national schools (ENVR) supported for some 15 years by France are now autonomous. A cooperation action is especially successful when African partners are subsequently able to enrol officers on their courses from outside the continent. One such example of this is the Yaoundé military academy, the national war school, in Cameroon, which hosts one French and one American officer every year.

So the regionally-oriented national schools form a pillar of the French bilateral-multilateral cooperation approach to build national capacities across the region. African students at ENVRs also get to know one another and learn to work together using common methods, making it easier for them to work as a team on subsequent African peacekeeping force operations.

L'ÉCOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX AU TOGO : UN ENGAGEMENT CONCRET AU PROFIT DE LA MISMA/MINUSMA

Inauguré en février 2009, le Centre d'entraînement aux opérations de maintien de la Paix (CEOMP) de Lomé au Togo a pour vocation principale de servir de base nationale d'entraînement et de mise en condition opérationnelle pour les contingents militaires et de police (maintien de l'ordre) appelés à servir dans les Opérations de maintien de la Paix (OMP). Bénéficiant de l'appui de la France (DCSD et EFS – Éléments Français au Sénégal) et des États-Unis (programme ACOTA – African Contingency Operations Training and Assistance), il constitue un bon exemple des synergies efficaces qui peuvent être obtenues grâce à une approche multilatérale.

Mobilisant rapidement son contingent au cours du dernier trimestre 2012, l'État togolais a été l'un des premiers pays africains à déployer ses troupes au profit de la MISMA à Bamako. Le 17 janvier 2013, les 40 premiers militaires du contingent togolais atterrirent à Bamako. Moins d'une semaine après l'arrivée des premiers éléments français, 126 militaires togolais étaient déployés à Bamako.

Pour parvenir à ce résultat, le CEOMP a accueilli le bataillon MISMA dès sa montée en puissance en 2012. Début janvier 2013, la coopération française a participé à la mise en place d'une cellule de montée en puissance (point des effectifs arrivant de toutes les unités contributrices, contrôle des aptitudes, perception et point des matériels armements, munitions, transmissions, vie en campagne, vivres et eau). L'objectif était d'appuyer les Forces Armées Togolaises (FAT) pour projeter le bataillon dans l'urgence, en assurant notamment la liaison avec la force SERVVAL pour la gestion des vecteurs aériens (organisation des rotations Transall et Hercule français, belges et allemands).

Désormais le Togo prépare la relève du contingent, cette fois dans le cadre de la MINUSMA. Le CEOMP s'y emploie activement, avec le soutien de la DCSD, des EFS et d'ACOTA. Douze semaines de formation et d'entraînement au sein du CEOMP au premier semestre 2014 seront nécessaires pour mener à bien cette relève programmée à l'été 2014.

THE PEACEKEEPING ACADEMY IN TOGO: A CONCRETE COMMITMENT TO AFISMA/MINUSMA.

The Peacekeeping training centre (CEOMP) opened its doors in Lomé, Togo, in February 2009 essentially to serve as a national training and operational preparation base for military and police contingents called upon to serve in peacekeeping operations. Supported as it is by France (DCSD and EFS – French Elements in Senegal) and the United States (Africa Contingency Operations Training and Assistance programme (ACOTA)), it is a good example of the effective synergies that can be obtained when taking a multilateral approach.

Togo was one of the first African countries to deploy its troops to AFISMA in Bamako, swiftly mobilising its contingent in the last quarter of 2012. The first 40 soldiers in the Togolese contingent landed in Bamako on the 17 January 2013. Less than one week after the arrival of the first French troops, 126 Togolese soldiers were deployed in Bamako.

The CEOMP's contribution to this was to train the AFISMA battalion right from its formation in 2012. At the beginning of January 2013, the French cooperation network helped set up a mobilisation unit (to keep check of the numbers arriving from all contributing units, to verify their aptitude, and to take delivery of and check equipment, armaments, munitions, signals, campaign supplies, food and water). This helped the Togolese Armed Forces (FAT) send the battalion straight into action, liaising essentially with the Servval Force to manage the transport planes (organisa-

tion of the French, Belgian and German Transall and Hercules flights).

Togo is now preparing for the follow-on operation, this time under MINUSMA. The CEOMP is actively engaged in these preparations with the support of the DCSD, French Elements in Senegal (EFS) and ACOTA. The CEOMP will be providing 12 weeks of training in the first half of 2014 to prepare for the force rotation scheduled for summer 2014.





... qui s'inscrit dans une approche multilatérale au profit de l'APSA.

Le « maintien de la paix en partenariat », qui implique une coopération entre divers acteurs, États et institutions multilatérales et régionales, s'est aujourd'hui imposé, particulièrement en Afrique. La France y prend toute sa part aux côtés des Nations unies, de l'Union européenne et de ses partenaires occidentaux et africains. Ces derniers, particulièrement, tiennent un rôle de premier plan, les crises maliennes et centrafricaines ayant démontré à nouveau que les Africains avaient la volonté de prendre en main la gestion des crises sur leur continent. La France est engagée à leurs côtés par la formation des capacités nationales africaines déployées sur ces crises, mais également par l'expertise qu'elle apporte aux organisations de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.

Mobilisés au sein des différentes organisations régionales, les États africains initient et conduisent le processus politique et militaire qui définit la stratégie globale de gestion des crises. La France, sollicitée à ce niveau décisionnel par ses partenaires, est en mesure de leur répondre grâce au réseau de coopérateurs régionaux déployé par la DCSD auprès de l'UA, de la CEDEAO et de la CEEAC. « Je bénéficie de l'extraordinaire réseau diplomatique français, de contacts directs avec l'État-major des armées, la Délégation aux affaires stratégiques ou la Direction

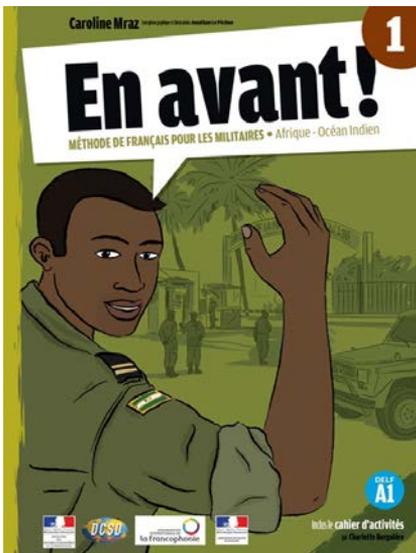
du renseignement militaire en France », explique le colonel Loïc Charlès, coopérant auprès du commissaire Paix et sécurité de la CEDEAO. Ainsi parfaitement informé, il est à même de fournir en temps réel des éléments d'aide à la décision aux responsables politiques ou au chef d'état-major de la force régionale en attente concernée. C'est ainsi qu'il a alimenté régulièrement la commission Affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO d'informations relatives à la situation politique et sécuritaire du Mali, telle que perçue par la France. Cette coopération structurelle de la DCSD auprès des organisations régionales et continentales africaines s'inscrit en parfaite complémentarité avec les actions développées par l'État-major des armées, via les forces françaises prépositionnées, qui soutiennent les forces de paix africaines au plan opérationnel (mise en condition avec projection, soutien logistique).

A multilateral approach for the APSA

"Partnership peacekeeping" where different stakeholders, governments and multilateral and regional institutions cooperate, is now well established, especially in Africa. France is fully engaged in partnership peacekeeping alongside the United Nations, the European Union and its Western and African partners. France's African partners play a leading role in the approach, as the Malian and Central African Republic crises have again shown that Africans have the will to handle crisis management on their continent. France is working by their side, training national African capacities deployed in these crises and providing expertise to African Peace and Security Architecture organisations.

The African States work within different regional organisations, where they launch and conduct the political and military process that defines their integrated crisis management strategy. France is brought on board by its partners at this decision-making level, assisting with its network of regional cooperation volunteers assigned by the DCSD to the AU, ECOWAS and ECCAS. As Colonel Loïc Charlès, cooperation volunteer to the ECOWAS Peace and Security Commissioner, puts it, "I can draw on the extraordinary French diplomatic network, direct contacts with Military Staff, the Delegation for Strategic Affairs and the Military Intelligence Directorate in France." Thus perfectly informed, he can provide real-time decision-making assistance to policymakers and the chief of staff of the relevant regional standby force. For example, he regularly kept the ECOWAS Political Affairs, Peace and Security Commission up to date with information on French perceptions of the political and security situation in Mali. This structural DCSD cooperation with regional and continental African organisations interfaces with the actions developed by the Military Staff via the stationed French forces, which provide operational support to the African peacekeeping forces (pre-deployment preparation and logistical support).





Enfin, au-delà du conseil aux organisations et de la formation en ENVR, la DCSD contribue au développement des capacités africaines de paix en assurant, dans un grand nombre de pays africains anglophones et lusophones, un enseignement du français au profit des militaires. La maîtrise du français, langue locale dans de nombreuses zones de crise, permet une meilleure compréhension entre forces africaines d'intervention et populations locales, mais améliore également l'interopérabilité entre différents contingents africains.

In addition to advising organisations and regionally-oriented school training, the DCSD also contributes to building African peacekeeping capacities with French language teaching for the forces in a large number of English-speaking and Portuguese-speaking African countries. French is the local language in many crisis zones and a command of French helps African task forces talk to the local people and improves interoperability between different African contingents.

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN AFRIQUE : UN EXEMPLE AU GHANA

Le Ghana, enclave anglophone en Afrique de l'ouest, conscient de son isolement linguistique, conduit avec la France une coopération militaire active visant l'enseignement du français au sein de l'armée ghanéenne. De fait, entre 2003 et 2013, six centres de français ont été ouverts, montrant la volonté du Ghana de promouvoir la langue française au sein de son armée.

Cette approche pragmatique et volontariste doit permettre au Ghana d'intervenir toujours plus efficacement dans les opérations de maintien de la paix, pour lesquelles le pays dispose déjà d'une solide expérience. En leur permettant de conserver une vraie capacité décisionnelle et d'influence dans la planification et la conduite des opérations menées conjointement avec leurs partenaires d'Afrique francophone, la pratique de la langue française, vecteur d'interopérabilité, est une étape décisive pour consolider les échanges bilatéraux et la connaissance mutuelle.

À ce titre, l'apprentissage du français constitue bien une opportunité unique non seulement pour l'armée ghanéenne, mais pour le pays tout entier afin de consolider sa place au sein de la sous-région. La problématique linguistique a d'ailleurs été au cœur de la rencontre du Président Mahama avec le Président Hollande à Paris en mai dernier.

TEACHING FRENCH IN AFRICA: A CASE STUDY IN GHANA

Ghana, an English-speaking enclave in West Africa, decided to act on its linguistic isolation by engaging in active military cooperation with France to teach French to the Ghanaian army. Six French language centres have opened over the last ten years, reflecting Ghana's determination to promote the French language within its army.

This pragmatic, proactive approach is expected to make Ghana even more accomplished in its already tried-and-tested peacekeeping operations. Speaking French provides a channel for interoperability, enabling forces to retain real decision-making capacity and voice in planning and conducting joint operations with their French-speaking African partners. It is a decisive step in the consolidation of bilateral exchanges and mutual understanding.

Learning French therefore represents a unique opportunity for the Ghanaian army and the entire country to consolidate their position in the sub-region. Language was also a key focus of the meeting between President Mahama and President Hollande in Paris in May 2013.



UNE COOPÉRATION DE SÉCURITÉ POUR RÉPONDRE À DES MENACES COMMUNES

Depuis 2009, la DCSD est chargée de mener à la fois les coopérations structurelles dans les domaines de la défense et de la sécurité, mettant concrètement en œuvre les conclusions du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 qui soulignaient l'existence d'un *continuum* sécurité-défense. Cette notion s'applique particulièrement au continent africain, où la porosité des frontières brouille les limites entre sécurité intérieure et défense du territoire national. Le Mali constitue le parfait exemple d'un brusque changement de situation, quand une menace relevant d'abord de la sécurité intérieure devient soudainement un danger pour l'intégrité du territoire national. Ce *continuum* défense-sécurité justifie donc l'effort particulier mené par la coopération française, qui cherche à renforcer les capacités de sécurité intérieure de ses partenaires (police, gendarmerie, douanes, magistrature, aviation civile) pour éviter une dégradation brutale de la situation sécuritaire qui nécessiterait *in fine* de recourir aux capacités militaires. Au reste, la France promeut la gouvernance démocratique des forces de défense et de

sécurité, principe qui repose sur une claire répartition des tâches : la sécurité intérieure à la police et la gendarmerie, la défense aux forces armées.

Par ailleurs, l'accélération des flux de circulation des biens, des personnes et des idées depuis la fin de la Guerre froide présente un revers sombre : la mondialisation des menaces sécuritaires. C'est particulièrement vrai dans le cas des échanges entre Afrique et Europe, deux continents proches à la fois géographiquement et humainement : les menaces sécuritaires s'entretiennent de part et d'autre de la Méditerranée et appellent des réponses communes. Ainsi, pour la France, le renforcement des capacités africaines de lutte contre les grandes menaces transversales que sont la criminalité transfrontalière, les trafics illicites, le terrorisme et l'insécurité maritime, participe également à sa propre sécurité nationale. Comme pour la coopération en matière de défense, la DCSD fonde ses actions de coopération, dans le domaine de sécurité intérieure et de la protection civile, sur une double approche « bilatérale – multilatérale ».

SECURITY COOPERATION IN RESPONSE TO COMMON THREATS

In 2009, the DCSD was tasked with running structural defence and security cooperation to put into practice the conclusions of the 2008 White Paper on Defence and National Security, which stressed the importance of a security-defence continuum. This notion applies in particular to the African continent where border porosity blurs the lines between domestic security and national defence. Mali is a perfect example of an abrupt change in situation, when a domestic security threat suddenly starts endangering national integrity. This defence-security continuum is hence the reason for the particular effort made by the French cooperation network to build its partners' domestic security capacities (police, gendarmerie, customs, judiciary and civil aviation) in order to prevent a sudden deterioration in the security situation, which could ultimately call for the use of military capabilities. In addition, France promotes the democratic governance of the defence and security forces, a principle based on a clear distribution of tasks: domestic security for the police force and gendarmerie and defence for the armed forces.

Growth in flows of goods, persons and ideas since the Cold War also has its dark side: the globalisation of security threats. This is particularly true of flows between Africa and Europe, two geographically and humanly close continents: the security threats are found on both sides of the Mediterranean, calling for joint responses. For example, building African capacities to take action against the major cross-cutting threats of cross-border crime, trafficking, terrorism and maritime insecurity also reinforces France's own national security. As with its defence cooperation, the DCSD bases its domestic security and civil protection cooperation actions on a two-track "bilateral-multilateral" approach.



LA COOPÉRATION BILATÉRALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Pour soutenir la sécurité intérieure de différents partenaires africains, la DCSD peut recourir aux crédits du programme 105 (« Action de la France en Europe et dans le monde ») et à ceux du programme 209 (« Solidarité à l'égard des pays en développement »). Dans l'ensemble, 40 % des crédits d'intervention sont dédiés à la sécurité intérieure en Afrique. Ces crédits y sont mis en œuvre par un réseau constitué de 38 experts techniques internationaux et de 42 coopérateurs de gendarmerie. 370 actions de coopération ont ainsi été inscrites à la programmation de l'année 2013. Par ailleurs, huit États africains bénéficient de projets de coopération centrés sur leur pays et financés par le « Fonds de Solidarité Prioritaire » (FSP). L'ensemble de ces actions de coopération bilatérale dans le domaine de la sécurité intérieure vise, comme en matière de défense, à fournir aux autorités des États partenaires une expertise, de la formation et des conseils pour organiser au mieux leurs réponses aux menaces qui les affectent.

Par ailleurs, l'action de DCSD se traduit également, dans des projets locaux, par la recherche d'une complémentarité avec les projets d'autres bailleurs. Dans le cas par exemple du « **Projet d'appui au renforcement de la Sécurité intérieure au Bénin** » (PARSIB), qui a créé le premier centre de données informatiques opérationnelles partagées entre Douanes, Gendarmerie et Police en Afrique, la prise en compte des objectifs d'autres bailleurs a permis au Bénin d'être précurseur et de se voir intégré aux pays pilotes du projet « **West African Police Information System** » (WAPIS) mené par l'Union européenne et INTERPOL, initié en septembre 2012 et visant à doter tous les États de la CEDEAO de bases de données opérationnelles partagées.

DES PROJETS MULTILATÉRAUX

Pour autant, la coopération bilatérale ne peut que renforcer des réponses locales ou nationales à des menaces qui, elles, sont régionales, voire globales : trafics transfrontaliers de stupéfiants, d'armes, d'êtres humains, l'usage de faux documents, l'insécurité aéroportuaire, le blanchiment, le terrorisme, l'insécurité maritime, etc. C'est pourquoi la DCSD utilise pleinement les instruments qui peuvent permettre d'apporter des réponses régionales : les projets FSP dits mobilisateurs. Chacun de ces projets répond à une menace transfrontalière clairement identifiée et représente à ce titre le volet multilatéral de la coopération structurelle en matière de sécurité intérieure.



BILATERAL SECURITY COOPERATION

The DCSD has use of the appropriations allocated to programme 105 (French Action in Europe and Worldwide) and programme 209 (Solidarity with Developing Countries) to support African partners' domestic security. All in all, 40% of the action programme appropriations are earmarked for domestic security in Africa. They are managed by a network of 38 international technical experts and 42 Gendarmerie cooperation volunteers. A total of 370 cooperation actions were included in the programming for 2013. Eight African States also benefit from cooperation projects for their countries funded by the Priority Solidarity Fund (PSF). All of these bilateral domestic security cooperation actions aim, like the defence actions, to provide the partner countries' authorities with expertise, training and advice so that they can best organise their responses to threats.

DCSD action also involves a focus on dovetailing with other donors' actions in local projects. The Benin Domestic Security Support Project (PARSIB), for example, created the first centre for operational digital data shared by customs, police and gendarmerie in Africa. The project factored in other donors' objectives and made Benin a precursor included in the pilot countries for the West African Police Information System (WAPIS) project launched by the European Union and Interpol in September 2012 to give all ECOWAS countries operational shared databases.

MULTILATERAL PROJECTS

Yet bilateral cooperation can only strengthen local and national responses to threats that are themselves regional if not global: cross-border trafficking in drugs, arms and humans, the use of forged papers, airport insecurity, money laundering, terrorism, maritime insecurity, etc. This is why the DCSD makes full use of instruments that can drive regional responses: the PSF mobilisation projects. Each of these projects responds to a clearly identified cross-border threat and goes to make up the multilateral track of structural domestic security cooperation.

ALCAO



Dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants, la technicité croissante mise en œuvre par les réseaux criminels a démontré à la fois l'ampleur des moyens à mobiliser pour lutter efficacement contre

leur développement et la nécessité d'améliorer la synergie internationale entre les services de répression de ces trafics. En particulier, l'Afrique de l'Ouest est devenue depuis plusieurs années une route majeure du trafic de cocaïne en provenance d'Amérique latine à destination de l'Europe. Le projet « **Appui à la Lutte contre le trafic de Cocaïne en Afrique de l'Ouest (ALCAO)** » a été élaboré en réponse à cette situation.

Officiellement lancé à Conakry en octobre 2012, ce projet mobilisateur du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) implique sept pays : Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Guinée, Sénégal, Mauritanie et Guinée-Bissau. Doté d'un budget de 1,6 million d'euros, il vise à soutenir l'implication des États

côtiers dans la lutte contre le trafic de cocaïne en appuyant la coordination des différents services nationaux impliqués, le renforcement des capacités de ces services par des actions de formation et l'amélioration de la coopération internationale et régionale sur le plan opérationnel et technique.

La transposition des conventions internationales dans la législation nationale, s'agissant notamment de l'identification et de la confiscation des avoirs criminels, et un tutorat portant sur les différents maillons de la chaîne pénale, constituent les activités centrales du projet. Il ambitionne par ailleurs de contribuer à améliorer la coopération régionale et internationale au plan opérationnel et technique, en liaison avec les partenaires européens, sud-américains et multilatéraux. Le projet porte sur trois composantes qui sont : le renforcement structurel du dispositif de lutte contre le trafic de cocaïne, le renforcement des capacités des services spécialisés sur l'ensemble de la chaîne pénale et l'amélioration de la coopération internationale et régionale.

ALCAO constitue une première traduction du plan d'action défini lors de la conférence ministérielle « drogue », qui s'est tenue dans le cadre du G8, le 10 mai 2011 à Paris.

ALCAO

*In action against narcotics, the increasing technical sophistication of the criminal networks called for resources to be scaled up to effectively counter their development and the need to improve international associative action between drug squads. In particular, West Africa has become a major trafficking route for cocaine from Latin America to Europe in recent years. The **Support to Counter Cocaine Trafficking in West Africa (ALCAO)** project was developed in response to this situation.*

Officially launched in Conakry in October 2012, this Priority Solidarity Fund (PSF) mobilisation project involves seven countries: Benin, Togo, Côte d'Ivoire, Guinea, Senegal, Mauritania and Guinea Bissau. It has a €1.6 million budget earmarked to support the coastal nations' involvement in action against cocaine trafficking by supporting the coordination of the different national agencies concerned, capacity building for these agencies by means of training actions, and improved international and regional operational and technical cooperation.

The project's central activities concern the incorporation of international conventions into national legislation – especially regarding the identification and confiscation of the proceeds of crime – and a tutorial on the different links in the criminal justice system. The project also aims to help improve regional and international operational and technical cooperation in liaison with European, South American and multi-lateral partners. The project has three components: structural improvements to the anti-cocaine trafficking system, capacity building for specialised services throughout the criminal justice system, and improving international and regional cooperation.

ALCAO is the first expression of the action plan defined by the G8+ Ministerial Meeting on Transatlantic Drug Trafficking held in Paris on 10 May 2011.



ASACA



Dans le domaine de la sécurité de l'aviation civile et de la lutte contre les faux documents, le projet « **Appui à la sûreté de l'aviation civile en Afrique** » (ASACA), doté

d'un budget de 1,5 million d'euros, a été initié en mars 2011. Le projet ASACA vise au renforcement des capacités de 22 États bénéficiaires en matière de sûreté de l'aviation civile (Bénin – Burkina Faso – Burundi – Cameroun – Cap Vert – Comores – Congo – Côte d'Ivoire – Gabon – Guinée-Bissau – Guinée Conakry – Guinée Équatoriale – Madagascar – Mali – Mauritanie – Niger – Nigeria – République Centrafricaine – République Démocratique du Congo – Sénégal – Tchad – Togo). Il repose également sur trois composantes :

- favoriser leurs aptitudes à se doter des cadres législatifs et réglementaires préconisés par l'Organisation de l'aviation civile internationale ;
- améliorer le niveau de formation des personnels sur les plateformes aéroportuaires en les dotant d'un vivier d'instructeurs à même de relayer l'effort entrepris ;

– leur transférer une culture de supervision de la sûreté et de contrôle de la qualité.

Le transfert d'expertise se décline en programmes de formation qui ont été définis en concertation avec les instances internationales (OACI) et les autorités nationales de l'aviation civile. La plupart des actions de formation sont organisées dans les pays bénéficiaires, complétées par des formations régionales. Elles mettent à contribution l'expertise africaine dans 95 % des stages.

La mise en œuvre du projet est pilotée par la DCSD et coordonnée au plan régional par la Cellule régionale d'assistance à la sûreté de l'aviation civile (CRASAC) auprès de laquelle le MAE a positionné un expert technique international. Elle s'appuie dans une large mesure sur le réseau des Conseillers sûreté immigration du MAE, experts techniques internationaux rattachés aux Services de sécurité intérieure des postes. Le projet ASACA présente un véritable bénéfice pour la sécurité aéroportuaire française, en permettant d'éviter en Afrique la survenue de menaces qui pourraient *in fine* frapper les aéroports français.

ASACA

The Support to Civil Aviation Security in Africa (ASACA) project was launched in March 2011 to assist with civil aviation security and action to counter forged papers. This €1.5-million project is designed to build the civil aviation security capacities of 22 recipient countries (Benin – Burkina Faso – Burundi – Cameroon – Cap Verde – Comoros – Congo – Côte d'Ivoire – Gabon – Guinea Bissau – Guinea Conakry – Equatorial Guinea – Madagascar – Mali – Mauritania – Niger – Nigeria – Central African Republic – Democratic Republic of the Congo – Senegal – Chad – Togo). It also has three components:

- Foster national aptitudes to develop the legislative and regulatory frameworks recommended by the International Civil Aviation Organization;
- Improve the level of airport staff training with a pool of local instructors;
- Pass on a security supervision and quality control culture.

The transfer of expertise takes the form of training programmes defined in liaison with the international bodies (ICAO) and national civil aviation authorities. Most of the training is given in the recipient countries and rounded out by regional training. A full 95% of the courses draw on African expertise.

Project implementation is steered by the DCSD and coordinated regionally by the Regional Civil Aviation Security Assistance Unit (CRASAC) to which the Ministry of Foreign

Affairs has assigned an international technical expert. It is largely underpinned by the Ministry of Foreign Affairs' network of immigration security advisers, international technical experts who report to the missions' domestic security services. The ASACA project boasts the real benefit to French airport security of preventing threats in Africa that might eventually hit French airports.



AFORMA



Dans le domaine du renforcement des capacités des États bénéficiaires, le projet « **Appui à la formation des forces de sécurité intérieure en Afrique** » (AFORMA) a été initié en mai 2011. Doté d'un bud-

get de 1,3 million d'euros, il associe les forces de police, de gendarmerie et les gardes nationales de 10 pays africains, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo, soit, au total, 22 directions générales.

Ce projet s'articule autour de deux volets. Le premier consiste en un renforcement structurel visant à aider les forces de police, de gendarmerie et de garde nationale des pays partenaires à concevoir leur propre schéma directeur pour la formation. Il s'agit de promouvoir la formation comme étant le facteur clé du bon fonctionnement des structures de sécurité intérieure ; un certain nombre de

partenaires se sont déjà dotés d'un schéma directeur au travers du projet. Le second consiste en un renforcement des capacités des formateurs grâce à la création d'un vivier d'experts. Ceux-ci bénéficient d'une formation pédagogique adaptée à la conception de cours pratiques et d'un tutorat réalisé par les experts français qui les auront formés. Le but est de créer une ressource pérenne qui soit capable de prendre en charge efficacement la formation des polices et gendarmeries africaines. Ces experts sont valorisés par leur emploi plus systématique par la coopération française et leur promotion auprès des autres bailleurs et des organisations multilatérales, s'agissant notamment de formations aux opérations de maintien de la paix (OMP). L'objectif est de rendre notre coopération Nord-Sud plus efficace, et de valoriser l'expertise Sud-Sud.

Cette action dans le domaine du renforcement des capacités est complétée par le soutien apporté par la DCSD à l'École nationale à vocation régionale de Porto Novo au Bénin, le Centre de perfectionnement à la police judiciaire (CPPJ), qui accueille des gendarmes et des policiers issus de tous les pays africains et dispense des formations spécifiques dans des domaines tels que la conduite de l'enquête ou la police technique et scientifique.

AFORMA

The Support to Training Domestic Security Forces in Africa (AFORMA) project was launched to build recipient countries' capacities in May 2011. This €1.3-million project associates police forces and the national guard in ten African countries: Benin, Burkina Faso, Cameroon, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Togo for a total of 22 general directorates.

The project has two tracks. The first is a structural capacity building track to help police forces, the gendarmerie and the national guard in partner countries design their own training guidelines. The purpose is to promote training as key to the sound running of domestic security structures. The project has already helped some partners put guidelines in place. The second track is to train the trainers with the creation of a pool of experts. These experts receive special training on how to design practical lessons and mentoring from the French experts who train them. The idea is to create a sustainable resource capable of efficiently training African police and gendarmerie officers. The returns for these experts are that they are more systematically employed by the French cooperation network and promoted to other donors and multilateral organisations for peacekeeping operation (PKO) training. The goal of this is to make our North-South cooperation more efficient and develop South-South expertise.

This capacity building action is rounded out by support from the DCSD to the regionally-oriented national school in Porto Novo, Benin, the criminal investigation advanced training centre (CPPJ), which trains police and gendarmerie officers from all the African countries in areas such as investigations and forensics.



JUSSEC

L'intervention française au Mali en 2013 a montré à quel point une réponse globale doit être recherchée pour endiguer la propagation de la radicalisation armée. La dispersion de la menace, les interactions avec les trafics et les réseaux financiers, la mobilité des acteurs, l'immensité des espaces et la faiblesse trop fréquente des États visés ne permettent plus de se contenter d'une approche purement sectorielle.

Pour prendre en compte cet impératif et celui d'une meilleure complémentarité des programmes, la DCSD participe déjà à certains projets transversaux. À titre d'exemple, le projet ALCAO interagit avec un autre projet mobilisateur dont la DCSD pilote le volet sécurité intérieure : le projet « **Justice et sécurité en région sahélo-saharienne** » (JUSSEC) a pour finalité de renforcer les capacités (justice, police, douanes) du Mali, de la Mauritanie et du Niger.

En Mauritanie, JUSSEC s'est notamment caractérisé par des actions de formation au profit de magistrats chargés de la lutte contre la criminalité organisée, de gendarmes du Groupe de Sécurité et d'intervention ou de la brigade cynophile. Des premiers résultats ont déjà pu être constatés, comme en témoigne la saisie de 6,4 tonnes de cannabis par la gendarmerie mauritanienne en 2012.

Au Mali, le projet JUSSEC contribue à l'élaboration d'un nouveau traitement judiciaire du trafic de stupéfiants et du blanchiment. En matière de sécurité intérieure, ce projet a ainsi permis la formation du personnel et l'équipement de l'Office central des stupéfiants. JUSSEC contribue également à la formation des agents des brigades douanières maliennes pour l'identification des produits stupéfiants, le ciblage en milieu aéroportuaire ou encore le contrôle des frontières terrestres.

Au Niger, JUSSEC a contribué au renforcement des services spécialisés dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, dont le Centre de coordination de lutte anti-drogue (CCLAD). Dans ce cadre, dès 2011, 628 interpellations ont été effectuées tandis que 3,3 tonnes de résine et une tonne d'herbe de cannabis ainsi que 200 000 comprimés de diazépam ont été saisis.



JUSSEC

The French operation in Mali in 2013 showed just how much of a broad-based response is needed to halt the spread of armed radicalisation. A purely sector-based approach falls short in the face of the scattered nature of the threat, interactions with trafficking and financial networks, player mobility, the huge areas concerned, and the all-too frequent weakness of targeted States.

The DCSD is already involved in certain cross-cutting projects to address this need and improve programme alignment. For example, the ALCAO project, interacts with another mobilisation project whose domestic security track is steered by the DCSD. This Justice and Security in the Sahel-Saharan Region (JUSSEC) project has been set up to build capacities (justice, police and customs) in Mali, Mauritania and Niger.

In Mauritania, JUSSEC has trained judges to counter organised crime and Security and Intervention Unit gendarmes and dog handlers. This has already proved effective as seen from the seizure of 6.4 tons of cannabis by Mauritanian gendarmes in 2012.

In Mali, the JUSSEC project is contributing to the development of a new way for courts to address drug trafficking and money laundering. In domestic security, the project has equipped the Central Drug Bureau and trained staff. JUSSEC also helps train Malian customs officers in narcotics detection, targeting in airports and land border controls.

In Niger, JUSSEC has built the capacities of services specialised in countering drug trafficking, including the Anti-Drug Coordination Centre (CCLAD). In 2011, for example, 628 people were apprehended while 3.3 tons of cannabis resin and one tonne of herbal cannabis were seized along with 200,000 Diazepam tablets.

TEH

Toujours dans le domaine de la lutte contre les grands trafics et la criminalité organisée, la DCSD s'est également associée à l'élaboration du projet « **Appui à la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays du Golfe de Guinée** » (TEH), doté de 800 000 €. Adopté au comité interministériel du 21 juin 2013, ce projet bénéficiera à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria, au Bénin, au Togo et au Cameroun. Il démarrera fin 2013 et s'attachera d'une part à renforcer les capacités internes de chaque pays (chaîne pénale, société civile), d'autre part à accompagner la structuration d'une coopération régionale.

TEH

*Again in countering large-scale trafficking and organised crime, the DCSD was also involved in developing the **Support to Counter Human Trafficking in Gulf of Guinea Countries (TEH)** project with its €800,000 budget. This project was adopted by the interministerial committee meeting of 21 June 2013 for implementation in Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Benin, Togo and Cameroon. It will be launched in late 2013 to build each country's domestic capacities (criminal justice system and civil society) and help structure regional cooperation.*



Le projet « *European Police Services Training* » (EUPST) trouve ses origines dans l'expérience des crises balkaniques des années 1990, qui avaient mis en exergue le problème du « vide sécuritaire » survenant immédiatement après le déploiement de troupes internationales et laissant les sociétés concernées plonger dans le chaos et l'insécurité.

Financé par l'instrument de stabilité et contrôlé par la Commission européenne, ce projet vise au développement d'unités de police robustes, interopérables et projetables. Techniquement, EUPST se traduit par la réalisation d'entraînements et d'expérimentations, qui ont pour but de définir des standards communs de formation et de déploiement. Politiquement, il doit conduire à bâtir un système de génération de capacités à l'échelon

européen, coordonnant les efforts de tous les pays dans un cadre unique. Le projet regroupe plusieurs pays européens (Italie, Espagne, Pays-Bas, Roumanie, France...). Il est coordonné par l'Italie.

En 2010, pour la première fois, il a été décidé d'associer à ce projet les pays susceptibles de participer aux opérations de l'Union africaine. C'est la raison pour laquelle la DCSD a rejoint le projet, et soutiendra l'organisation d'un stage au Cameroun, en mars-avril 2014, au sein de l'École internationale des Forces de sécurité (EIFORCES). Ce stage est cofinancé par l'Union européenne à hauteur de 80 % des coûts. La DCSD et le gouvernement camerounais financent le reste.

Ce stage expérimental s'adresse aux gendarmes, gardes nationaux et policiers Africains francophones susceptibles de participer aux opérations de paix. Il simulera l'engagement de deux unités de police constituées (*Formed Police Units*) en situation d'intervention, incluant la gestion de phénomènes de foule d'intensité moyenne, et les interactions avec les autres acteurs étatiques ou non gouvernementaux.



The European Union Police Services Training (EUPST) project originated in the 1990s' Balkan wars, which pointed up the "security vacuum" that immediately follows the deployment of international troops and plunges the societies concerned into chaos and insecurity.

Funded by the stability instrument and managed by the European Commission, this project is designed to develop robust, interoperable, projectable police units. Technically, EUPST provides training and conducts tests to define common training and deployment standards. Politically, it is briefed to drive the building of a European capacity generation system, coordinating work by all the countries under a single framework. The project covers a number of European countries (Italy, Spain, Netherlands, Romania, France, etc.). It is coordinated by Italy.

In 2010, a decision was made to associate this project with potential participant countries in African Union operations and the DCSD joined the project. The DCSD will assist with the organisation of a course at the International Security Forces College (EIFORCES) in Cameroon in March-April 2014. The European Union is co-financing the course, funding 80% of the costs. The DCSD and the Cameroonian government are financing the rest.

This experimental course is for French-speaking African gendarmes, police officers and national guardsmen who might be called upon for peacekeeping operations. It will simulate the engagement of two formed police units in an intervention situation, including the management of medium-sized crowds and interactions with other state and non-governmental players.



ASECMAR

Enfin, la lutte contre les grands trafics et le terrorisme est indissociable de la lutte contre l'insécurité maritime. Tout d'abord, parce que la voie maritime représente un vecteur important pour les trafics de substances illicites (armes et stupéfiants) et la traite des

êtres humains : les États côtiers d'Afrique doivent ainsi pouvoir être en mesure de détecter et intercepter les navires assurant ces flux. En outre, ces États doivent pouvoir protéger leurs ressources en mer contre toutes les formes de pillage (pêche illégale, *oil bunkering*) qui aggravent la situation économique de leurs populations, les poussant en retour vers l'extrémisme ou la criminalité. Enfin, l'expérience somalienne laisse toujours craindre un rapprochement entre pirates et terroristes, les premiers pouvant financer ou appuyer logistiquement les actions des seconds. Par ailleurs, la piraterie et le brigandage maritimes représentent évidemment, en soi, des menaces d'ordre économique et sécuritaire qui affectent autant l'Afrique que l'Europe.

En raison de l'accroissement des activités illicites dans le golfe de Guinée, et de la persistance d'un danger de piraterie dans le golfe d'Aden et l'océan Indien occidental, la question de la sécurité maritime a pris une ampleur croissante dans le périmètre d'action de la DCSD. Il s'agit bien d'assister nos partenaires dans l'exercice de leurs droits souverains et de leur permettre de sauvegarder leurs intérêts dans leurs espaces maritimes.

L'action de la DCSD en matière de soutien à la sécurisation des espaces maritimes s'appuie sur quatre principes. Premièrement, il s'agit d'éviter toute substitution durable aux forces de sécurité des États côtiers en attachant une grande importance à la formation et à l'entraînement des marines ou institutions locales. Deuxièmement, il convient de privilégier une approche interministérielle qui repose sur un traitement intégré et une chaîne de commandement si possible unifiée, en s'appuyant sur le concept d'action de l'État en mer.

ASECMAR

Action against large-scale trafficking and terrorism is inextricably linked with maritime insecurity action. This is firstly because the sea is a major channel for traffic in illicit substances (arms and narcotics) and human trafficking: the coastal States of Africa hence need to be able to detect and intercept ships carrying these flows. Secondly, these countries need to be able to protect their resources at sea from all kinds of theft (illegal fishing and oil bunkering), which exacerbate the economic situation of their populations and drive them to extremism and crime. Thirdly, the Somali situation has opened the door for pirates and terrorists to band together where the pirates can finance or logistically support the actions of the terrorists. In addition, piracy and armed robbery at sea clearly represent economic and security threats in themselves affecting both Africa and Europe.

The rise in illegal activities in the Gulf of Guinea and the persistent threat of piracy in the Gulf of Aden and the western Indian Ocean have made maritime security a growing priority for DCSD action. We need to help our partners exert their sovereign rights and safeguard their interests in their territorial waters.

The DCSD's action in support of security in territorial waters is based on four principles. The first principle is to prevent any long-term substitution for the coastal States' security forces by prioritising training for their navies and local institutions. The second principle is to take an inter-ministerial approach based on an integrated strategy and, where possible, a unified chain of command driven by the State action-at-sea concept.





Troisièmement, il faut s'intégrer dans une approche globale qui appréhende l'espace maritime avec sa composante terrestre et dans une perspective non exclusivement sécuritaire (soutien aux pêcheurs, développement des ressources halieutiques en dehors des zones d'interdiction de pêche, lutte contre la pêche illicite...). Enfin, il convient de s'inscrire de préférence dans un cadre multilatéral permettant la concertation et la coordination des efforts, et la mobilisation des instruments de l'Union européenne et des Nations unies (PNUD, ONUDC), et en s'appuyant également sur les organisations régionales et sous-régionales africaines (UA, CEDEAO, CEEAC).

Ainsi, pour tenter d'améliorer la capacité des États du golfe de Guinée à exercer leur souveraineté dans leurs eaux territoriales, la DCSD a mis en place un projet FSP d'« **Appui à la réforme du système de sécurité maritime** » (ASECMAR). Ce projet s'adresse à 6 pays (Bénin, Togo, Ghana, Guinée-Conakry, Côte d'Ivoire, Nigeria), et s'élève à 1,2 M€ sur la période 2011-2015. ASECMAR repose sur le concept français d'action de l'État en mer (AEM), qui consiste à faire travailler entre elles, sous une autorité unique, toutes les administrations actives en mer (marine, douanes, police, gendarmerie, affaires maritimes, justice, environnement, protection civile...). Ce modèle traite donc toutes les problématiques : piraterie, trafics, pêche, migrations, pollution, sauvetage... Même s'il fait appel, notamment et non uniquement, à la marine, il s'agit fondamentalement de missions civiles, relatives à l'ordre public en mer, réalisées avec des moyens civils et militaires. ASECMAR comprend trois objectifs : l'appui à la gouvernance, c'est-à-dire au travail en interministériel, la formation et le soutien à la coordination régionale dans le cadre CEDEAO.

En 2013, ASECMAR a formé 250 stagiaires, dont 60 % de civils, au cours de 14 stages de 15 jours en moyenne, la plupart en Afrique, mais certains en France. Le premier stage a été consacré à la formation de formateurs africains, de manière à pouvoir démultiplier les effets du programme. Les stages abordent les aspects à la fois théoriques (droit maritime) et pratiques (police des pêches).

The third principle is to take an integrated approach covering territorial waters along with their land component and an outlook that is not exclusively security-oriented (support to fishers, development of fishery resources outside the no-take zones, prevention of illegal fishing, etc.). The fourth principle is to always endeavour to work in a multilateral set-up to cooperate and coordinate action and make use of the European Union and United Nations instruments (UNDP and UNODC), drawing also on the African regional and sub-regional organisations (AU, ECOWAS and ECCAS).

The DCSD's Support to the Reform of the Maritime Security System (ASECMAR) PSF project is therefore designed to build Gulf of Guinea countries' capacities to exert their sovereignty in their territorial waters. This project applies to six countries (Benin, Togo, Ghana, Guinea, Côte d'Ivoire and Nigeria) and has a budget of €1.2 million covering the 2011-2015 period. ASECMAR is based on the French State action-at-sea concept, which consists of networking all the administrations active at sea (navy, customs, police, gendarmerie, maritime affairs, justice, environment, civil protection, etc.) to work together under a single authority. This model covers all the areas concerned: piracy, trafficking, fishing, migration, pollution, rescue, etc. Although the model mainly, but not exclusively, deploys the navy, these are basically civilian missions to keep law and order at sea using civilian and military resources. ASECMAR has three purposes: governance support, i. e. support for interministerial work, training and support for regional coordination by ECOWAS.

In 2013, ASECMAR trained 250 trainees, 60% of whom were civilian, on 14 two-week courses mostly in Africa, but in some cases in France. The first course trained African trainers in a move to scale up the impacts of the programme. The courses are theoretical (maritime law) and practical (policing fishing).

Coopérant au Cameroun, le capitaine de frégate Christophe Girin est depuis, l'été 2013, chargé d'enseignement à l'École supérieure internationale de guerre de Yaoundé (ESIG), fonction qu'il cumule avec celle de conseiller du chef d'état-major de la marine (CEMM) camerounais. Il livre ici sa vision de coopérant de terrain.

1 – En quoi l'ESIG est-elle un modèle de coopération bilatérale pertinent ?

L'ESIG est l'un des projets phare de la coopération française en Afrique. Répondant à une forte demande, elle permet chaque année à 42 officiers africains, français et américains, d'obtenir un brevet d'études militaires supérieures reconnu au niveau international grâce à un partenariat avec l'École de guerre de Paris.

Les investissements importants consentis par la France et le Cameroun sont largement profitables à tous les pays qui y envoient des stagiaires par le niveau qu'y acquièrent ceux-ci et les liens qui se créent entre ces futurs hauts responsables de la défense.

2 – Selon vous, comment reconnaît-on un projet de coopération réussi ?

Un projet de coopération réussi est celui qui prend fin parce qu'il n'a plus lieu d'être car le partenaire s'est pleinement approprié une compétence dans un domaine défini.

Pour cela, il convient de bien définir d'un commun accord, au début du projet, l'objectif final recherché. Une convention vient alors formaliser les actions à conduire par chacune des parties impliquées.

3 – Comment envisagez-vous vos fonctions auprès du CEMM ?

Les actions de coopération visant à faire des dons d'équipements ou d'infrastructures ne sont plus adaptées. Il s'agit désormais de jouer un rôle de conseil de haut niveau en apportant un éclairage extérieur et l'expertise d'une grande marine amie afin de répondre aux besoins exprimés par le partenaire.

Cette fonction est particulièrement pertinente à l'heure où le Cameroun acquiert une flotte de patrouilleurs et va accueillir le futur centre interrégional de coordination (CIC) qui lui permettront de remplir pleinement son rôle d'acteur majeur dans le domaine de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée.

Commander Christophe Girin, a cooperation volunteer in Cameroon, has been lecturing at the Yaoundé international war college (ESIG), since summer 2013 in addition to his work as senior adviser to the Cameroonian Chief of the Naval Staff (CNS). He talks here about how he sees his work as a field cooperation volunteer.

1– What makes ESIG a relevant bilateral cooperation model?

ESIG is one of the flagship French cooperation projects in Africa. It meets a strong demand, training 42 African, French and American officers every year for a diploma in advanced military studies recognised internationally due to a partnership with the Paris military academy, the Ecole de Guerre.

France and Cameroon have made a considerable investment in the academy, which is of great benefit to all the countries that send students in terms of the advanced level and bonds made between the future high-ranking officers.

2– What makes a successful cooperation project?

A successful cooperation project is wound up when it is no longer needed, because the partner has taken full ownership of a skill in a given area.

To know when we have reached this point, we need to agree on a clear definition of the target outcome at the beginning of the project. An agreement then formally lays down the actions to be taken by each of the parties concerned.

3– How do you see your work for the Chief of the Naval Staff?

Cooperation actions to grant equipment and infrastructure are outmoded. Our role today is as high-level advisers, lending an outside eye and the expertise of a friendly major navy to meet the needs expressed by our partner.

This work is particularly relevant as Cameroon is acquiring a fleet of patrol boats and is set to host the future interregional coordination centre (CIC), which will enable the country to fully take on its role as a major player in maritime security in the gulf of Guinea.



POUR UNE APPROCHE VRAIMENT GLOBALE : LA DCSD ET LE LIEN SÉCURITÉ-DÉVELOPPEMENT



L'existence d'un lien indissoluble entre la sécurité et le développement, formulée par Kofi Annan dès 2005, n'est aujourd'hui plus à démontrer : l'absence de développement, le sous-développement ou le mal-développement, de certains États pousse les populations à chercher d'autres modes de subsistance, dont la criminalité, les rend manipulables par des « entrepreneurs politico-militaires » ou facilite la pénétration d'idéologies radicales, trois phénomènes facteurs

d'insécurité. En retour, l'insécurité nuit aux échanges économiques et à la mise en œuvre de politiques de développement, qu'elles soient mises en œuvre par l'État ou des partenaires extérieurs, entretenant ainsi le sous-développement.

La mise en exergue de ce cercle vicieux il y a près d'une dizaine d'années a en réponse favorisé l'émergence de la notion d'« approche globale ». Les institutions internationales, les organisations régionales, les États bailleurs d'aide au développement, les États bénéficiant d'une aide extérieure et les chercheurs et praticiens de ces différentes entités en ont, tous, appelé à la conception et la mise en œuvre de politiques globales alliant dans une même stratégie les objectifs de sécurité et de développement. Il est ainsi admis, dans un cas, que les racines de la piraterie somalienne sont à terre et que les opérations militaires en mer ne suffiront pas

ou, dans un autre, que la lutte contre le terrorisme au Sahel doit impliquer une politique ambitieuse de développement au profit des populations sahariennes.

Pourtant, ces appels en faveur d'une « approche globale » de traitement des crises peinent à se concrétiser. L'une des raisons majeures est que les institutions en charge du développement méconnaissent celles qui sont en charge de la sécurité, et réciproquement. Consciente de cette carence de l'action internationale, la DCSD a cherché, à son niveau, à mettre concrètement en œuvre cette approche globale, et particulièrement en Afrique.

FOR A TRULY INTEGRATED APPROACH: THE DCSD AND THE SECURITY-DEVELOPMENT LINK

The inextricable link between security and development, as coined by Kofi Annan back in 2005, is now established fact: the lack of development, underdevelopment and maldevelopment of certain countries drives the people to seek other means of support, including crime, makes them vulnerable to manipulation by "politico-military entrepreneurs" and facilitates the penetration of radical ideologies. All three of these phenomena are factors of insecurity. In return, insecurity undermines trade and development policies by both governments and foreign partners, and hence sustains underdevelopment.

Recognition of this vicious circle nigh on ten years ago drove the emergence of the integrated approach concept. International institutions, regional organisations, development assistance donor governments, foreign aid recipient States and these entities' researchers and experts have all called for integrated policies to be devel-

oped and implemented combining security and development goals in one and the same strategy. In one case, for example, the roots of Somali piracy are now known to be on land with the resulting awareness that military operations at sea alone will not suffice. In another case, it is now understood that countering terrorism in the Sahel has to include an ambitious development policy for the Saharan populations.

Yet these calls for an "integrated approach" to crisis management are struggling to find a concrete response. One of the main reasons for this is that there is no real hook-up between the development institutions and the security institutions. With an eye to this shortcoming in international action, the DCSD has looked into how it can tangibly deliver on this integrated approach, especially in Africa.

Elle peut notamment le faire grâce à son positionnement au sein d'un ministère, celui des Affaires étrangères, qui est par nature pluridisciplinaire, et grâce à sa composition interne faite de diplomates, de militaires, de policiers, de gendarmes et d'experts de la protection civile.

La DCSD met en œuvre le lien sécurité-développement au travers de deux actions majeures : la protection civile et le Service civique d'aide au développement.

La protection civile : une priorité pour assurer le développement

Le renforcement des capacités de protection civile, qu'elles soient institutionnelles ou humaines, revêt une importance fondamentale pour l'ensemble des pays en développement. D'une part il renforce la légitimité et la compétence de l'État pour assurer et fournir un service public indispensable, d'autre part il permet d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

One of the DCSD's main drivers in this is its positioning with a ministry, the Ministry of Foreign Affairs, which is by nature multidisciplinary, and its internal structure of diplomats, armed forces, police, gendarmes and civil protection experts.

The DCSD is addressing the security-development link with two major actions: civil protection and the Civil Development Assistance Service.

CIVIL PROTECTION: A PRIORITY FOR DEVELOPMENT

Building institutional and human civil protection capacities is fundamentally important to all the developing countries. First, it builds the State's legitimacy and ability to provide a vital public service. Second, it protects people, goods and the environment.

Civil protection action by African States and their international partners, especially the DCSD, needs to be scaled up. This is firstly because civil protection responds to real needs: natural, industrial and humanitarian disasters have been on the increase in recent years. Secondly, it is a political tool that serves civilians: it directly assists the people by responding to natural disasters (drought, floods, fire, etc.), industrial disasters and common everyday risks. This tool therefore meets a very strong need expressed by a general public concerned about their protection and welfare. Thirdly, it is a pillar of a country's national security: it plays a full part in national security by covering a host of aspects such as economic, health, food, civilian and industrial security. In addition, France is at the cutting edge of this field with a world class French civil protection model and expertise.

La protection civile est un secteur qui appelle à une montée en puissance de l'action des États africains et de leurs partenaires internationaux, et de la DCSD en premier lieu. Tout d'abord parce que la protection civile constitue **une réponse à des besoins réels** : le nombre de catastrophes naturelles, industrielles et humanitaires est en augmentation depuis plusieurs années. Ensuite, parce qu'elle constitue **un outil politique au service des populations civiles** : il touche directement les populations en répondant à des catastrophes naturelles (sécheresse, inondation, incendie...), industrielles et aux risques quotidiens courants. Cet outil répond donc à une attente très forte des opinions publiques sensibles à leur protection et à leur bien-être. Également parce qu'elle représente **un pilier de la sécurité globale d'un État** : il participe pleinement à la sécurité globale en couvrant différents aspects tels que la sécurité économique, sanitaire, alimentaire, civile, industrielle... Par ailleurs parce que c'est **un domaine où la France est en pointe** : le modèle de protection civile et l'expertise française sont reconnus dans le monde entier.



FSP MOBILISATEUR : APPUI AUX SERVICES DE PROTECTION CIVILE EN AFRIQUE DE L'OUEST (APCA).

Il s'agit du premier projet FSP mobilisateur dans ce domaine pour un montant de 1,5 million d'euros. Les 9 pays retenus sont : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo. Le choix des pays s'est fait en se fondant sur la réelle intention des autorités de mettre en œuvre tous les efforts nécessaires à la montée en puissance de ce service public.

Ce projet propose un appui à la modernisation des structures de protection civile, et permettra de développer et de renforcer la formation, en particulier la formation de formateurs. Cette démarche sera appuyée par la réalisation d'un schéma national d'analyse et de couverture des risques dans chaque pays. Le projet pourrait contribuer également à initier une capacité régionale d'assistance dans le domaine de la protection civile, axe qui pourrait donner lieu, dans un second stade, à des efforts ciblés sur la coopération régionale.

Les actions à l'étranger des Unités d'intervention et d'instruction de la Sécurité civile (UIISC), de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, ou encore des pompiers civils, ont suscité une forte demande de nos partenaires en matière de coopération, notamment dans l'expertise en déminage. Par ailleurs, la thématique « protection civile » est pleinement éligible aux financements de bailleurs de fonds tels que l'Union européenne ou la Banque mondiale.



Le développement des actions de prévention et de planification des risques, ainsi que la formation des agents, sont des facteurs essentiels dans la réussite des opérations de secours au profit direct, visible et concret de la protection des populations.

Pour atteindre ces objectifs, la DCSD s'appuie sur les attachés de sécurité intérieure et sur le réseau des coopérants militaires et civils. Les ENVR, ISEPC de Ouagadougou et école nationale tunisienne (en cours de création) forment les cadres du monde du secours en Afrique. Les actions de formation voient des experts français se rendre sur place pour enseigner leur savoir-faire (priorité à la formation des formateurs); de même certains cadres effectuent des stages dans les écoles de sapeurs-pompiers en France.

A MOBILISATION PSF: SUPPORT TO CIVIL PROTECTION SERVICES IN WEST AFRICA (APCA)



This is the first PSF mobilisation project to be launched in this area, with a budget of €1.5 million. The nine target countries are: Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Togo. Countries were selected where the authorities

were seen to have the real resolve to make every effort to develop this public service.

The project offers support for the modernisation of civil protection structures and will develop and scale up training, especially train-the-trainer programmes. This approach will be underpinned by a national risk analysis and coverage plan for each country. The project could also contribute to the launch of a regional civil protection assistance capacity, which could then generate targeted regional cooperation actions.

Work abroad by the Civil Protection Intervention and Training Units (UIISC), the Paris Fire Brigade and civil-

ian fire-fighters has generated a huge demand for cooperation from our partners, especially in demining expertise. The "civil protection" focus is fully eligible for funding from donors such as the European Union and the World Bank.

The development of risk prevention and planning actions and staff training are key to the success of emergency and rescue operations for the direct, visible and concrete benefit of civil protection.

The DCSD has domestic security officers and the network of military and civilian cooperation workers working to meet these goals. The regionally-oriented schools (ENVRs), Ouagadougou Advanced Civil Protection Studies Institute (ISEPC) and the Tunisian National School (being set up) train emergency and rescue officers in Africa. French experts visit these schools to pass on their expertise (train-the-trainer priority) and some officers attend courses at fire-fighting academies in France.

LES UNITÉS DE PROTECTION CIVILES : UN EXEMPLE DE RÉUSSITE EN GUINÉE

Si le renforcement des pompiers de Conakry s'inscrit dans un cadre de coopération traditionnelle, la création des Unités de Protection Civile (UPC) est un concept novateur et pilote. Ce dispositif est né d'un double constat : la Guinée dispose, avec les militaires dits « non immatriculés », d'une ressource humaine nombreuse, disponible, et parfois mal perçue par la population dans un contexte de sortie de crise ; parallèlement, il existe une attente forte en matière de protection civile de cette même population, potentiellement victime de catastrophes que les services publics peinent, faute d'organisation et de moyens, à gérer.

L'existence d'une « offre » et d'une « demande » a conduit la France, à travers la DCSD, à proposer à la Guinée de créer des unités à partir de ces militaires en sureffectif, certes initialement peu formés aux missions de service public, mais solidement encadrés par de véritables experts-formateurs de protection civile.

La France a participé à l'équipement des deux premières UPC et, mettant en œuvre les fonds européens, une formation longue est prévue en janvier-février 2014, par une trentaine de militaires des régiments d'intervention de la sécurité civile. Ces unités territoriales, à terme, serviront de noyaux durs pour participer à la création de corps de sapeurs-pompiers provinciaux.

La Guinée, grâce au concours européen (subvention de 2,9 millions d'euros) et à l'expertise française, structure sur le long terme une véritable force de secours au niveau national et régional. Cette contribution concrète des ex-militaires à la sécurité des populations participe à la restauration de l'image des militaires guinéens. L'intérêt majeur d'un projet tel que celui des « Unités de Protection Civile (UPC) » est sa rapidité de mise en œuvre, et donc la visibilité de résultats concrets obtenus en peu de temps. Après adaptation aux réalités locales, il peut être transposable dans tout pays qui le souhaite pour mieux répondre aux attentes légitimes de sa population en matière de protection civile.



THE CIVIL PROTECTION UNITS: A SUCCESS STORY IN GUINEA

Although building fire-fighting capacities in Conakry is part of a classic cooperation model, the creation of Civil Protection Units (CPUs) is an innovative pilot scheme. This measure has its roots in two observations. Guinea, with its "unenlisted" soldiers, has a large pool of available human resources not always positively perceived by the population in a post-crisis situation. At the same time, this same population, as potential disaster victims, has high civil protection expectations that the public services struggle to meet due to a lack of organisation and resources.

France, in the shape of the DCSD, looked at this "supply" and "demand" situation and suggested that Guinea set up units comprising these surplus soldiers, granted initially ill-prepared for public service missions, but soundly underpinned by real civil protection experts-trainers.

France helped equip the first two Civil Protection Units and European funds are earmarked for a long training course for some 30 soldiers in the civil security intervention regiments in January-February 2014. These local units will eventually serve as the bedrock for the creation of provincial fire brigades.

European assistance (€2.9 million subsidy) and French expertise is helping Guinea structure a true national and regional emergency force in the long term. This concrete contribution by former soldiers to the people's security is restoring the image of the Guinean military. The major advantage of a project such as the Civil Protection Units project is how quick it is to set up, producing tangible, visible results in a short space of time. This project can be localised and replicated in any country that wants to do more to meet the people's legitimate civil protection expectations.

LE SCAD : UN OUTIL AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT



Se Former Pour Réussir

Le concept de Service civique d'aide au développement (SCAD) représente un outil relatif à la formation professionnelle mis en œuvre à la demande de certains partenaires africains pour contribuer à la stabilité intérieure de leur pays en liant la sécurité et le développement.

Concrètement, le SCAD, inspiré du concept français de Service militaire adapté (SMA), vise à proposer à de jeunes volontaires, filles et garçons, d'effectuer un service civique en environnement militaire comprenant d'abord une phase de formation professionnelle à un métier choisi, puis une phase d'application des compétences acquises au cours de laquelle les intéressés participent au développement du pays (grands chantiers nationaux, fermes d'État). Enfin, les jeunes formés sont insérés dans la vie économique du pays, les opportunités d'emplois ayant été pré-identifiées durant la phase d'étude de faisabilité du projet. Un SCAD (dénommé localement Service militaire adapté au développement – SMAD) est en place à Madagascar depuis plusieurs années; cette expérience a été entravée, mais n'a pas été détruite, par le retrait des bailleurs de fonds suite à la crise politique. Un autre SCAD existe en Guinée, où, avec le soutien de la DCSD, il a donné des résultats très positifs. D'autres expérimentations, plus ou moins inspirées du concept créé en France, sont en cours dans d'autres pays du continent, comme la Côte d'Ivoire. En mars 2013 s'est ainsi tenu à Conakry, avec l'appui de la DCSD, un

séminaire de l'Union africaine spécialement consacré à cet outil des services civiques; il a donné lieu à un très riche partage d'expériences, entre de nombreux pays de tout le continent, et a enclenché une dynamique d'élaboration et de promotion du concept à Addis Abeba.



THE SCAD: A SECURITY AND DEVELOPMENT TOOL

The Civil Development Assistance Service (SCAD) is a vocational training tool provided at the request of certain African partners to contribute to their country's domestic stability by linking security and development.

The idea for the SCAD basically came from the adapted military service (SMA) concept whereby certain conscripts volunteer for development work as a way of gaining vocational training. The SCAD offers young volunteers the chance to provide a civilian service in a military environment, including a vocational training phase in a chosen occupation followed by a practical phase where they apply the skills they have learnt to the country's development (major national projects and state farms). Once trained, these young people are employed in the country in job opportunities previously identified by the project

feasibility study phase. A SCAD (known locally as Military Service for Development – SMAD) has been in operation in Madagascar for a number of years now. The project has been somewhat handicapped, but not destroyed, by the withdrawal of donors following the political crisis. Another SCAD is being run with DCSD support in Guinea where it has delivered highly positive outcomes. Other experiments, more or less based on the concept created in France, are underway in other countries on the continent such as in Côte d'Ivoire. In March 2013, for example, an African Union seminar was held in Conakry with DCSD support on this civic service tool. The seminar presented a wealth of experiences from many countries across the continent and set in motion a drive to develop and promote the concept in Addis Abeba.



La DCSD continuera à soutenir le développement conceptuel de cet outil, ainsi que ses éventuels développements dans les pays partenaires de la France. En effet, le SCAD offre divers avantages, en fonction de sa cible. Dédié à des jeunes civils peu ou pas formés (comme c'est le cas pour le SMA français), il permet de favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Il permet également aux armées, quand elles offrent au SCAD logistique et encadrement, de développer un lien Armée-Nation qui favorise la paix civile. Le SCAD constitue alors, dans ce contexte, un véritable outil de prévention des crises par le développement. Par ailleurs, le SCAD peut également représenter un précieux outil de sortie de crise, lorsqu'il est utilisé en faveur de la réinsertion de militaires

ou combattants démobilisés. Le principe reste alors le même – une formation professionnelle délivrée par des professeurs civils avec un soutien logistique militaire – mais la cible n'est plus constituée de jeunes civils mais d'ex-combattants, dans le cadre d'un programme de Démobilisation-désarmement-réinsertion. Cette formule permet au concept de SCAD de prendre toute sa dimension duale « sécurité et développement », favorisant la restauration de la sécurité par l'occupation d'ex-combattants et contribuant au développement par le renforcement des capacités professionnelles d'une partie de la population. Enfin, dans tous les cas, la formation civique offerte par le SCAD contribue à la restauration ou l'entretien de la concorde nationale.

The DCSD will continue to support this tool's conceptual development and its other potential developments in France's partner countries, since the SCAD offers many advantages for each target. When set up for young unskilled or low-skilled civilians (as with the French SMA), it furthers youth employment. When the armed forces provide the SCAD logistics and trainers, they develop an army-nation link that fosters civil peace. In this way, the SCAD is an effective tool to prevent crises through development. The SCAD can also be a valuable post-crisis tool when it is used to reintegrate demobbed soldiers. The principle of a Demobilisation, Disarmament and Reintegration programme is the same – vocational training provided by civilian teachers with military logistical support – but the target is broadened from young civilians to former soldiers. This formula is what makes the SCAD concept a fully-fledged "security and development" project able to restore security through the employment of ex-combatants and to contribute to development by building the professional capacities of part of the population. Last but not least, across the board, the civilian training offered by the SCAD helps restore and maintain national harmony.





VOS CONTACTS

DIRECTION

Marin GILLIER (VAE (M))
Directeur de la coopération
de sécurité et de défense
Tél. 01.43.17.88.20



Thierry VANKERK-HOVEN
Directeur Adjoint
Tél. 01.43.17.88.22



CHARGÉS DE MISSION

Philippe SEIGNEURIN
Bureau
Prospective / Colloques et accords
Tél. 01.43.17.97.69



Jean-Albert MARION (CC (M))
Contrôle de gestion
Tél. 01.43.17.83.75



Caryl TALMA (CDT (T))
Communication
Tél. 01.43.17.93.04



Cyril ROBINET (CNE (T))
Prospective / Colloques et accords
Tél. 01.43.17.99.32



BUREAU SPÉCIALISÉ

Serge MULLER
Bureau des Survols
et Escapes navales
Tél. 01.43.17.87.50



Martial GOMEZ
Bureau des Survols
et Escapes navales
Tél. 01.43.17.99.57



Yoann CHAZALET
Bureau des Survols
et Escapes navales
Tél. 01.43.17.80.52



SECRETARIAT

Véronique SECO (ADC (T))
Chef du secrétariat
Tél. 01.43.17.94.24



Régis GIARETTA (CCH (T))
Tél. 01.43.17.88.37



Benoît WISHAAPT (CCH (T))
Tél. 01.43.17.88.36



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Bertrand de REBOUL (COL (T))
Sous-directeur
Tél. 01.43.17.81.42



Christian PIOT (LCL (T))
Pays sahélo-sahariens
Tél. 01.43.17.94.04



Jean-Philippe Plassard (LCL (G))
Afrique australe et de l'Est/
Océan indien
Tél. 01.43.17.93.86



Hilaire COURAU (LCL (T))
Afrique de l'Ouest (pays côtier)
Tél. 01.43.17.88.32



Tanguy EON DUVAL (LCL (T))
Afrique centrale
Tél. 01.43.17.82.42



MONDE

Erwan de GOUVELLO
Sous-directeur
Tél. 01.43.17.94.22



Daniel COURSIN (COL (T))
Asie (hors Asie centrale)
Tél. 01.43.17.80.55



Christian QUEFFELEC (CF (M))
Maghreb/É5
Tél. 01.43.17.83.20



Frédéric MELMOUX (LCL (A))
Moyen-Orient
Tél. 01.43.17.88.85



Philippe BOCQUET (LCL (A))
Europe/Caucase/Asie centrale
Tél. 01.43.17.81.17



QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

Sylvain GUIAUGUE
Sous-directeur
Tél. 01.43.17.82.91



Pascal AUGRAIN (COM DIV (P))
Coopération technique/
sécurité intérieure
Tél. 01.43.17.68.11



Jacques MASSON (CDT (P))
Coopération technique/
sécurité intérieure
Tél. 01.43.17.68.20



Pierre MARIE-JEANNE (COL (T))
Protection civile/Déminage
Tél. 01.43.17.54.59



Michel BIANCHI (CRC2 (M))
Sécurité maritime/
soutien à la paix/G8
Tél. 01.43.17.61.11



Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G))
Conseiller gendarmerie/EIFORCES/ CPPJ
Tél. 01.43.17.65.45



Nora ZELAZLI (CF (M))
Partenariat UE-Afrique/
stratégie UE pour le Sahel/
appui aux OR africaines OMP - ONU
Tél. 01.43.17.80.68



MOYENS

Hervé-Dominique BRODA (COL (T))
Sous-directeur
Tél. 01.43.17.81.43



Jean-Pierre EVEN (CRG (A))
Chef de Bureau
Juridique et Finances
Tél. 01.43.17.97.80



Eric JOSSET (LCL (T))
Chef de Bureau Personnels
Tél. 01.43.17.97.85



Laurent SAUVEE (LCL (T))
Chef de Bureau
Formation et Stages
Tél. 01.43.17.81.87



Patrick GUYOT (LCL (T))
Chef de Bureau Logistique
Tél. 01.43.17.81.90



MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse géographique : 57, boulevard des Invalides - 75007 Paris

Adresse postale : 37 quai d'Orsay - 75700 Paris SP 07

Site internet : www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense